



FAITS & DOCUMENTS

LETTRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES FONDÉE PAR EMMANUEL RATIER

SOMMAIRE

N° 519 9 €

- PORTRAIT : (p.1-12)
JEAN-MARC BORELLO (1)
- UNE MYSTÉRIEUSE PROMOTION : (p.1-2)
- RÉGINE : (p.2-5)
- RETOUR AUX TOURNELLES : (p.5-8)
- ET AINSI NAQUIT LE GROUPE SOS : (p.8-11)
- LES « BORELLO BOYS » ET LES « KIKIS » : (p.11-12)

INDEX

Artur J.	p.6	Mitterrand D.	p.7
Badinter R.	p.6	Moll G.	p.7
Bailly F.	p.11	Olievenstein C.	p.2
Bergé P.	p.6	Orsenna E.	p.8
Borello J.-M.	p.1	Peisse M.	p.8
Borne H.	p.8	Perriez F.	p.2
Carignon A.	p.8	Perrin N.	p.5
Chaban-Delmas J.	p.8	Pinville M.	p.9
Chomiccki F.	p.9	Polac M.	p.6
Cordy A.	p.8	Pouget R.	p.2
Defferre G.	p.2	Régine	p.2
Dolto F.	p.4	Rothschild famille	p.4
Dumoulin G.	p.2	Rouet A.	p.8
Emaer F.	p.4	Sallerin J.	p.6
Fabius L.	p.2	Sauzay P.	p.7
Froissard N.	p.11	Savary J.	p.8
Gaspard F.	p.8	Sebbah G.	p.11
Giroud F.	p.8	Sinclair A.	p.6
Gomez J.-J.	p.7	Starck P.	p.4
Gorbatchev R.	p.8	Teboul É.	p.10
Joffo J.	p.8	Thévenard Y de.	p.7
Joly E.	p.8	Toubon J.	p.8
Kreder C.	p.8	Tremal J.	p.7
Leclerc H.	p.8	Trigano G.	p.2
Luçon G.	p.2	Voirain J.-L.	p.8
Madranges É.	p.7	Weinberg S.	p.2
Mégel R.	p.5	Zennou M.	p.9

PORTRAIT

JEAN-MARC BORELLO (1)

Inconnu du grand public, cet ami personnel des Macron a vu le chiffre d'affaires de son empire de l'« économie sociale et solidaire », le Groupe SOS, doubler entre 2015 et 2021. Dopée essentiellement par les deniers publics, cette croissance est devenue exponentielle tandis que s'accomplissait l'ascension programmée d'Emmanuel Macron. Une connivence qui alimente les soupçons de conflits d'intérêts et interroge, une fois de plus, sur le moi profond du couple présidentiel, tant le parcours de Jean-Marc Borello est jalonné d'affaires sordides. S'il tente aujourd'hui de les faire oublier, ces scandales constituent toutefois la base du Groupe SOS dont le fonctionnement occulte s'apparente à celui d'une société secrète...

« Cet ancien socialiste, autrefois proche de Simone Veil, [...] fait partie du cercle des intimes du Président. C'est même un des meilleurs connaisseurs de la Macronie. On peut le croiser à l'Élysée, dans des ministères ou à l'Assemblée nationale ».

Lepoint.fr, 06 octobre 2018.

« Jean-Marc Borello refuse d'entrer dans les cases, d'être réduit à une étiquette. Ne lui dites pas qu'il est un visiteur du soir, il déteste. Ne parlez pas de lui comme d'un conseiller du prince, il dément. Il se veut l'ami, simplement, d'un homme de 41 ans devenu président de la République. [...] Faussement modeste, faussement détaché du pouvoir, il goûte l'influence qu'il exerce auprès d'« Emmanuel ». [...] Fréquenter Borello, c'est l'espoir, pour les premiers fidèles, d'une ouverture vers un Emmanuel Macron devenu moins accessible. « Tout le monde sait qu'il a l'oreille du Président et essaie d'être bien avec lui » reconnaît un membre du gouvernement ».

L'Express, 18 décembre 2019.

« La première fois que j'ai croisé Jean-Marc, je l'ai trouvé complètement mégalo, dans le surpersonnalité. »

Nicolas Hazard, *Libération*, 7 novembre 2013.

« «Café-clope, comme tout bon travailleur social», s'esclaffe Jean-Marc Borello, cigarette et accent du sud aux lèvres, en allant chercher un énième petit noir. Côté look, en revanche, cela ne colle pas : costume sombre, chevelure plaquée vers l'arrière, légion d'honneur à la boutonnière, le fondateur du Groupe SOS, confortablement installé dans son vaste bureau du XI^e arrondissement de Paris, n'a pas exactement l'allure du type qui œuvre dans le social. »

Capital.fr, 15 mars 2012.

Une Mystérieuse promotion

Jean-Marc, Robert, Dominique Borello est né le 7 décembre 1957 à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). Issu d'une famille ancrée à droite, ce « colosse culminant à près de deux mètres, voix rocailleuse et accent marseillais » (*Libération*, 21 décembre 2018) est le fils de **Robert Borello**, militaire dans la Marine devenu contremaître à l'usine Péchiney de Gardanne, et d'une femme au foyer, fervente catholique qui l'inscrit aux Cœurs vaillants (Action catholique des enfants).



PORTRAIT

Homme secret, jaloux de sa vie privée, **Jean-Marc Borello** s'est toutefois confié à *L'Express* (18 décembre 2019) : « Chaque année à Noël, il passe une semaine avec ses deux neveux de 23 et 26 ans – en 2018 à Florence, en 2019 à Séville –, un rituel d'autant plus important que sa sœur [NDA: **Sylvie Lévy**] a désormais disparu. Peu savent – “pas même Emmanuel” – qu'à l'époque où il s'engage dans la campagne, il vient de perdre le compagnon [NDA: **Gilles Dumoulin**, journaliste, directeur de la rédaction du *Journal du SIDA*, décédé le 14 juillet 2014 à Marseille (Bouches-du-Rhône)] avec lequel il vivait depuis trente ans. »

« Redresseur de torts », cet ancien du collège Mignet d'Aix-en-Provence se construit en opposition aux « valeurs “droite catho” de sa famille » (*Enjeux-Les Échos*, octobre 2008), développe une sensibilité « anarchiste à tendance révolutionnaire » (*Décideurs Magazine*, 12 avril 2019) et raconte volontiers avoir commencé son service militaire par un mois de prison pour insulte à un gradé.

Mais les débuts de ce simple bachelier sont encore mal connus, peu documentés et entourés de mystères. Longtemps les biographies et portraits de presse consacrés à Jean-Marc Borello ont rapporté que, devenu éducateur spécialisé en 1977, il se serait distingué aux Ulys « en jouant à la perfection les grands frères pour un “gamin” réputé inassimilable » (*Libération*, 7 novembre 2013). C'est fort de ce fait d'armes qu'il aurait rejoint, en 1982, la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT), un organisme rattaché à Matignon. Ce n'est que récemment, dans *La Provence* (24 janvier 2022), que le patron du Groupe SOS est revenu, pour la première fois, sur ses débuts : « En 1977, je suis éducateur à la Protection judiciaire de la jeunesse. J'ai passé mon concours aux Chutes-Lavie à Marseille puis j'ai fait mon stage à Saint-Julien, ma formation à Toulouse et je suis nommé à Paris en 1979. »

En fait, en se livrant avec ce bref récit, Jean-Marc Borello répond à un article publié un an plus tôt sur Internet par **Gérard Luçon**. Témoin des débuts de Jean-Marc Borello, ce dernier fut éducateur puis directeur au ministère de la Justice avant de bifurquer vers l'humanitaire chez Handicap International. S'interrogeant sur le parcours et l'étonnante promotion du personnage, Gérard Luçon écrit : « Pour la plupart des médias, pour ceux qui suivent les évolutions de carrières de nos “grands hommes”, la vie de Jean-Marc Borello commencerait en 1981 avec sa nomination dans la foulée de la prise du pouvoir par les “socialistes” français. [...] Borello a suivi une formation d'éducateur spécialisé, donc dans le domaine “privé”, jusque-là rien de bien spécial sauf que, durant cette formation, il obtient en 1979-1980 une chose particulièrement rare, à savoir effectuer une partie de cette formation au ministère de la Justice, Éducation surveillée [NDA: Direction de l'éducation surveillée, devenue Protection judiciaire de la jeunesse (DPJJ) en 1990]. La chose s'est négociée entre Borello et le directeur de l'Internat spécialisé d'éducation surveillée (ISES) de La Roche Verte, à Marseille, apparemment sans aucun directeur de stage de la part de son école d'éducateur. Les enfants hébergés dans cet ISES sont des adolescentes de 15 ans à leur majorité et des jeunes garçons âgés de 10 à 15 ans. Le

directeur de cet ISES est **Roland Pouget**, un personnage connu, dynamique, bedonnant, aux colères dantesques et très autocrate. Il est célibataire, logé en appartement de fonction dans l'institution, au même étage que les enfants. Il héberge un jeune garçon majeur, nommé « B...u », qu'il aurait pris en affection durant son précédent poste dans une institution du nord-est de la France quand ce jeune était l'objet d'une prise en charge éducative. Pouget va expliquer au personnel que Borello est de Gardanne, donc un « local », et que c'est pour ça tralala, tralala, ... Le stage de Borello va être bien entendu validé par Pouget et il va s'évaporer pour s'installer du côté de Paris, jeune éducateur spécialisé. En 1981, l'ISES traverse une crise difficile à identifier mais qui va voir sept de ses personnels éducatifs demander leur mutation et l'obtenir. Quelques mois plus tard, Roland Pouget tombe dans une sale affaire de pédophilie dans laquelle sont mêlés des jeunes de l'ISES. Il est aussitôt embastillé, un journal local s'empare de cette sordide affaire et publie un article, il n'y aura pas de second article, l'affaire est d'un coup totalement muselée ! [...] Du fait que Pouget a annoncé qu'il va parler et que des têtes vont tomber, il est libéré et, de directeur d'institution, il devient directeur départemental adjoint de l'Éducation surveillée dans le département de l'Essonne ! Que savait Pouget ? Quelles étaient les personnes et personnalités qu'il pouvait faire tomber ? [...] Et bien entendu au vu de ces événements quels étaient les liens entre Borello et Pouget, sachant que par la suite ce même Borello a été mouillé dans une sale affaire, avec là encore des fonctionnaires de l'Éducation surveillée ? » Contacté par *Faits & Documents*, Gérard Luçon confirme ses informations.

Régine

Entré à 24 ans à la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT) comme chargé de mission auprès de **Franck Perriez**, Jean-Marc Borello cofonde, au sein de cet organisme placé sous la tutelle du Premier ministre **Laurent Fabius**, SOS Drogue international. Médiatiquement portée par la chanteuse et « reine de la nuit » **Régine**, cette association s'inscrit dans l'expansion du *charity business* qui s'opère parallèlement à l'abandon des classes populaires par la gauche (tournant de la rigueur, acte unique européen, etc.).

SOS Drogue International promeut et met en œuvre, avec l'imprimatur de **Claude Olievenstein**, le psychiatre de Marmottan, la distribution de seringues et de méthadone au grand dam des milieux académiques. Régine précise à *Challenges* (14 mai 2020), qu'à l'origine, c'est **Serge Weinberg**, alors chef de cabinet de Laurent Fabius, qui lui avait recommandé Jean-Marc Borello pour la seconder au sein de SOS Drogue International.

Dans ce cadre, Jean-Marc Borello rejoint d'abord le cabinet de **Gaston Defferre** à la mairie de Marseille (1984), puis celui de **Gilbert Trigano**, le patron du Club Med, au sein de la délégation chargée des nouvelles formations, rattachée au cabinet du Premier ministre Laurent Fabius.

PORTRAIT

En 1986, quand **Gaston Defferre** décède et que les socialistes perdent les élections législatives, **Jean-Marc Borello** abandonne la politique au sens strict pour se concentrer sur sa collaboration avec **Régine**. Dès lors, il n'est plus simplement question de **SOS Drogue International**, mais de toutes ses affaires. Bref, Jean-Marc Borello devient le véritable bras droit inséparable de la « reine de la nuit ».

À l'époque, Régine publie chez **Robert Laffont** sa première autobiographie, *Appelle-moi par mon prénom*. L'interprète de *La Grande Zoa* y narre sa relation spéciale avec la famille **Rothschild** à qui l'on prête un rôle central dans la constitution de son empire international de la nuit : « Je parlais des gens qui m'auraient prétendument "financée" ; les Rothschild auraient été de ceux-là. Mettons les choses au point. J'ai connu les Rothschild au moment du *twist*. [...] Ils m'ont trouvée drôle, grosse et pleine d'humour. Et puis j'étais juive. **Élie** et **Éric** sont venus les premiers. Un jour, nous nous connaissions un peu, ils me disent : "Vous êtes connue, on parle de vous, vous pouvez aider beaucoup de gens". En fait oui, ce sont eux qui m'ont demandé de les aider pour les œuvres et non le contraire. Seulement, grâce à eux, je suis sortie de mon inconscience et de ma folie. J'ai compris ce que je pouvais faire pour aider vraiment, de façon sérieuse, l'État d'Israël. [...] Les Rothschild, eux, me font appréhender la vraie dimension des problèmes et je me mets à travailler pour les associations dont ils s'occupent. [...] Les Rothschild, je ne les ai pas ni derrière ni devant moi, ils sont à côté de moi et je suis à côté d'eux. [...] Nous avons, eux par rapport à moi et moi par rapport à eux, des places bien précises à tenir, un jeu à jouer, et je crois que chacun le joue de façon accomplie ».

Dans le giron de Régine, **Jean-Marc Borello** enrichit donc considérablement son carnet d'adresses dans le show-business, la politique et les milieux d'affaires : « J'étais sur deux univers *border line* : les exclus et le show-biz » expliquera-t-il des années plus tard dans *SOS contre toute attente* (Rue de l'Échiquier, 2009).

Avec le titre de gérant de la **Compagnie financière du triangle**, la holding du **Groupe Régine**, Jean-Marc Borello prend donc la tête du *Régine's*, la boîte de nuit parisienne du monde du spectacle, et de ses franchises à Miami, New York, Saint-Tropez, Deauville, Monaco, etc. auxquelles viendront s'ajouter le *Pavillon Ledoyen* sur les Champs Élysées en 1988, le *Cheval Blanc Régine's Hôtel* de Nîmes en 1991 et enfin, en 1992, *Le Palace*. Épicerie du Paris branché du tournant des années 1970 et 1980, *Le Palace* avait alors perdu son lustre d'antan et, dix ans après la mort de **Fabrice Emaer**, l'image de marque s'était fortement dégradée : « Après un décès de client à la cité Bergère, la discothèque connaît une fermeture administrative, résume *Wikipédia*. Au fil des ans, les dettes s'accumulent. À plusieurs reprises, des trafics de stupéfiants conduisent à la fermeture administrative du lieu pour des périodes de trois à six mois, fragilisant d'autant la situation financière. »

C'est ainsi qu'à la suite d'une descente de police, *Le Palace* est fermé administrativement en juin 1995. Dans cette affaire, Jean-Marc Borello sera solidairement condamné en 1999 à payer 900 000 francs (137 000 euros) à l'administration des douanes et à six mois de prison avec sursis pour avoir « facilité l'usage illicite de stupéfiants, en laissant se dérouler et prospérer [...] un trafic de stupéfiants constitué par une

De "Mademoiselle Régine" au Groupe Régine

Mademoiselle Régine, reine incontestée de la Nuit depuis toujours, doit son succès à une intuition rare, complétée d'une gestion lucide de ses affaires. Jean-Marc Borello rejoint Régine en 1986 et contrôle avec elle la holding de tête du Groupe Régine dont il est le Président. Le Groupe Régine a deux ambitions, d'abord l'exploitation du « loisir nocturne » par l'acquisition de discothèques sur le territoire national avec trois concepts : *Régine's Club*, *Jimmy's* et *Le Palace*, chaque marque correspondant à une cible de clientèle différente. Ensuite le développement d'hôtels de luxe à dimension humaine en déclinant l'empreinte « Régine's Hôtel » sous forme de franchises accompagnées d'un *know-how* quant à l'image et à la gestion de ce type d'établissement par l'intermédiaire des sociétés spécialisées : La Compagnie Générale d'Hôtellerie et de Restauration et Presse & Public. Le *Régine's Club* de la rue de Ponthieu, leader incontesté du haut de gamme nocturne, Le Cheval Blanc, un hôtel quatre étoiles et un restaurant gastronomique situés face aux Arènes de Nîmes et Le Palace, un mythe de la vie parisienne et une marque internationalement connue sont les préfigurations d'une stratégie à long terme. Le déno-



Ci-dessus : Le *Régine's Club* rue de Ponthieu, derrière les Champs-Élysées, est un club privé mondialement connu, mais aussi un lieu d'incentive haut de gamme.



Ci-contre : Patrick DELAHAYE, Directeur général du Groupe et Président de la discothèque Le Palace.



En haut à droite : Laurent BALMIER, Directeur Général Adjoint du Groupe et contrôleur de gestion des exploitations.

Ci-contre : La discothèque Le Palace, un lieu magique et classé, totalement polyvalent, permettant d'accueillir tout type d'événement.



minateur commun à toutes ces exploitations est le succès, obtenu par la création d'une plus-value incorporelle sur les fonds de commerce acquis.

À chaque lancement d'une affaire nouvelle, les dirigeants du Groupe Régine savent se positionner sur un créneau particulier et développer les actions marketing adéquates : une méthodologie soutenue par l'utilisation d'un fichier de fidèles, toujours actualisé et en constante croissance depuis vingt ans.

Patrick Delahaye, Directeur Général du Groupe et Président Directeur Général du Palace, a rejoint l'équipe en 1988. Il est secondé efficacement par Laurent Balmier, Directeur Général Adjoint du Groupe et contrôleur de gestion des exploitations. Enfin, la confiance des partenaires est entièrement acquise grâce à un gestion rigoureuse des exploitations et un passé sans faille.

À 28 ans seulement, Jean-Marc Borello se retrouve propulsé à la tête de l'empire international de la nuit que Régine a constitué avec l'appui de la famille Rothschild. L'affaire finira en eau de boudin et Borello, secrétaire général d'une association d'assistance aux toxicomanes, sera condamné dans une affaire de stupés...



PORTRAIT

revente et une consommation visibles et notoires d'ecstasy. » Un comble pour celui qui avait construit son image et sa carrière dans la lutte contre la drogue. S'il s'est défendu d'avoir été au courant de ces trafics, le tribunal a toutefois jugé que « les éléments matériels [...] rassemblés permettent de considérer que M. Borello a eu connaissance des faits de trafic et de consommation qui se déroulaient dans son établissement. [...] En fait, M. Borello apparaît comme le gestionnaire d'un groupe commercial [...] dont *Le Palace* était le "vaisseau amiral" selon son expression. Ce groupe avait besoin d'un chiffre d'affaires important que *Le Palace* était seul à lui permettre de réaliser – la relance des *afters* a fait partie de cette stratégie commerciale. Pour y parvenir, la tolérance à la présence de dealers qui étaient en même temps des "locomotives" de clientèle était nécessaire. M. Borello y a consenti, implicitement sans doute, mais effectivement ».

Quelques mois après cette condamnation, **Jean-Marc Borello** est nommé au grade de chevalier de la Légion d'honneur par le Premier ministre **Lionel Jospin**, et ce parallèlement à l'apparition de son nom dans un scandale autrement sordide : l'affaire des Tournelles.

Retour aux Tournelles

Toujours dans le giron de **Régine**, Jean-Marc Borello siège au conseil d'administration de l'Institut des Tournelles, une structure de rééducation d'enfants inadaptés par « le luxe et le merveilleux » inspirée et soutenue par la pédiatre **Françoise Dolto**. Sis à Hautefeuille, à quelques kilomètres de Coulommiers (Seine-et-Marne) dans la forêt de Malvoisine, ce centre médico-social habilité par le ministère de la Justice, agréé par l'Aide sociale à l'enfance et conventionné par la Sécurité sociale, est logé dans un manoir du XIX^e siècle rénové par **Jean-Michel Wilmotte** et **Philippe Starck** aux normes d'un hôtel quatre étoiles. Les Tournelles accueillent ainsi une cinquantaine de garçons âgés de 7 à 18 ans souffrant de « troubles du comportement et de la personnalité ».

Ce programme de rééducation par le « beau » s'accomplit au moyen de voyages – appelés « transferts pédagogiques » à l'étranger (aux États-Unis, au Maroc, etc.), de vacances au Club Med, de séjours dans des hôtels Hilton, de cadeaux somptueux, de soirées dans les grands hôtels parisiens et de la Côte d'Azur, mais aussi de virées dans les établissements de nuit contrôlés par Régine et Jean-Marc Borello où les garçons sont acheminés en voiture de luxe.

Mais dans l'arrière-boutique apparaît une réalité sordide. Dès les années 1980, le centre a été décrit par les spécialistes comme « dangereux ». En 1989, une psychologue y remarque « la présence de danseurs marocains nus se livrant à une prestation quelque peu libertine ». Puis à partir de 1994, des plaintes sur les lignes vertes s'accumulent mais les enquêtes administratives et policières ne donnent rien. En 1996, des lettres anonymes envoyées au procureur de la République et au juge des enfants évoquent l'homosexualité du personnel de l'établissement et font état de « gros doutes de pédophilie ».

À partir du mois de janvier 1997, alerté par un journaliste qui dit détenir « un dossier complet concernant des violences sexuelles exercées dans l'établissement depuis des années par le directeur général de l'établissement, des administrateurs ainsi que par des adultes invités de marque » (*Le Journal du Droit des Jeunes*, octobre 1998), **Pascal Vivet**, le chargé de prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs au département de Seine-et-Marne, multiplie les rencontres avec les responsables des Tournelles. Le 19 mars 1997, l'édifice commence à craqueler : le Secrétariat d'État à l'Action humanitaire d'urgence reçoit une lettre anonyme. L'auteur y décrit ce qu'il a vécu aux Tournelles : « Il y a des dimanches où certains jeunes sont retenus, les plus aimables et les plus mignons, et j'en fais partie, pour recevoir des personnalités avec qui il faut être très gentil et se laisser faire. »

Deux mois plus tard, **Jérôme Nivelles-Gens**, 17 ans, porte plainte. Il affirme avoir été violé à plusieurs reprises alors qu'il n'était qu'un adolescent de 14 ans par celui qui dirige l'institut depuis qu'il y a été muté en 1977 en provenance de Beauvais (Oise) : **Robert Mégel**.

Dans les mois qui suivent, six autres plaintes pour viols ou agressions sexuelles viennent épaissir le dossier. Et les témoignages accablants s'accumulent. **Bruno Quéré**, qui a croisé la route de Robert Mégel au centre de réinsertion de Dammartin-sur-Tigeaux (Seine-et-Marne) au début des années 1970 confie : « Je n'avais que 11 ans. Et pourtant, Robert Mégel a tenté de me violer à plusieurs reprises. Il m'a tiré les cheveux pour que je lui pratique une fellation. Et, de force, il a voulu me sodomiser. » **Richard Follet**, un ancien éducateur raconte que « le soir, Robert Mégel faisait toujours monter dans son appartement ses deux ou trois favoris, sous prétexte de lui apporter des plateaux-repas » (cités par *Le Point*, 17 octobre 1998).

Le 12 septembre 1997, Robert Mégel est mis en examen pour viols et agressions sexuelles sur mineurs par personne ayant autorité. Écroué, il est pourtant remis en liberté cinq jours plus tard, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris allant jusqu'à assouplir le contrôle judiciaire décidé par la juge d'instruction **Nadine Perrin** qui se voit même retirer tout droit de regard sur le contrôle judiciaire. Est ainsi levée l'interdiction d'entrer en contact avec le personnel, les membres du conseil d'administration et bien sûr, les enfants des Tournelles. Un traitement aussi surprenant qu'exceptionnel, officiellement motivé par la trithérapie suivie à l'Institut Pasteur par Robert Mégel, atteint par le SIDA. Mais aussi et surtout par le réseau relationnel que ce dernier a su tisser au fil des ans, en haut lieu.

Le Quotidien de Paris (7 décembre 1997) rapporte que « la décision de mise en liberté provoque la stupeur du juge d'instruction et des enquêteurs. Un comble : Nadine Perrin se voit reprocher par sa hiérarchie une certaine "légèreté" dans la manière dont elle a géré son instruction. Surprise : les enquêteurs de la SRPJ voient débarquer leurs collègues de... l'Inspection générale des services, les fameux "bœufs-carottes". » C'était hallucinant, témoigne un inspecteur de Versailles. Les collègues qui travaillaient sur le dossier ont eu les pires ennuis, on les a cuisinés. Certains ont été placés sur écoute parce qu'on voulait vérifier s'ils ne tuyautaient pas la presse.

ASSOCIATION

SBS Droque International vous présente l'Association Les Tournelles, créée par Françoise Dolto.



L'enfance inadaptée accède à un lieu magique

Chaque année, l'institut de rééducation Les Tournelles accueille cinquante adolescents âgés de sept à dix-huit ans. Ils sont tous intelligents, mais déclarés socialement inadaptés avant leur arrivée dans ce centre de rééducation pilote, dans lesquels ils effectuent un séjour de trois ans en moyenne.

Mais l'Association Les Tournelles, créée en 1956 et composée

essentiellement de fonctionnaires et de magistrats, fut bien plus pour l'enfance inadaptée. Elle a pour but exclusif l'aide à la jeunesse en difficulté et, de ce fait, assure un mission de service public.

Tout d'abord, l'institut situé à Hautefeuille (Seine et Marne) assure une prise en charge thérapeutique spécialisée qui, à partir d'un projet individualisé établi en accord avec la

famille et le jeune, vise à lui permettre de réintégrer le milieu familial, de régler les problèmes qui ont perturbé son placement, et de réintégrer dans de bonnes conditions un cursus de formation. Un système où l'accompagnement de Françoise Dolto, présente à la reprise de l'établissement par son équipe actuelle, est omniprésente. Elle a formé le personnel, des cuisiniers aux éducateurs et encadrés

l'équipe. La règle qu'elle a fixée est encore et toujours de mise : rigueur de la tenue et aucun absentéisme pour les enfants, présence obligatoire des familles aux réunions de synthèse. De plus, principe de vérité et de transparence cher à Dolto, un adolescent peut librement consulter son dossier, y lire les rapports le concernant. L'institut est perçu comme un lieu où

l'enfance et aux juges pour enfants de la région parisienne : leur éloignement de cette région est souvent souhaitable et même indispensable au suivi de leur formation scolaire ou professionnelle. Un service de suivi permet d'être informé de devenir des jeunes après leur sortie de l'institut, ce qui permet de leur apporter aide et soutien dans

leur réinsertion sociale.

Le service des relations extérieures soutient des projets éducatifs en faveur exclusive des jeunes de l'institut, leur permettant ainsi de s'initier aux techniques audiovisuelles grâce à une équipe qui a pratiqué le tennis sur un court construit pour eux.

Pour finir, l'Association Les Tournelles a su mettre à la disposition des autres son savoir faire et c'est grâce au service des relations extérieures que de nombreuses actions humanitaires de solidarité ont pu être



l'acquiescent dignité et autonomie, privilégiant le cadre de vie et l'esthétique : le centre-pied de la culture du « bob ». Difficile de ne pas succomber au charme de cet institut où les adolescents s'apanouissent en respectant leur environnement. Enfin, et parce que Dolto croyait au pouvoir du merveilleux, ils accèdent à des lieux magiques (voyages au Maroc, États-Unis...), une manière de les mettre en contact avec un monde qui les a rejettés.

Outre l'institut, le service de placement familial et professionnel spécialisé du Lot prend en charge des adolescents âgés de treize à dix-huit ans, d'intelligence normale et confiés par les services d'Aide Sociale à



Page de gauche : « Le Château » siège de l'association en Seine-et-Marne. En haut : « La Chapelle », en haut du toit du grand aile de la salle de municipalité, une bibliothèque disposant de 2000 livres, un bar sans alcool, et des espaces ping-pong. Châteaux : « Les directeurs qui accueillent le bâtiment principal et sur lesquelles les jeunes peuvent faire des halâtes au loup ».

entreprises, de la mise à disposition d'un appartement à Paris en faveur d'un jeune étudiant marocain, à la participation à la location d'un scanner pour un hôpital d'un pays défavorisé, à la prise en charge de l'ameublement d'un hôpital de jour de Seine-et-Marne, ou encore à l'aide financière à l'association « Magna les mains de l'Espoir », qui intervient en faveur d'un jeune infirme autour cérébral, soutenu aussi par des jeunes volontaires des Tournelles.

Au mois de juin 1993, l'Association Les Tournelles organise un voyage et un séjour au Québec pour ses pensionnaires. Encore un exemple de partenariat entre des agents économiques, tel CANADIEN PACIFIQUE qui invite les enfants dans ses hôtels, et un agent éducatif comme l'association. Un bon moyen de favoriser la réinsertion sociale de tous ces jeunes par la mise en pratique des valeurs de nature, de respect et de convivialité. ■

Quatre ans avant qu'éclate une importante affaire pédocriminelle aux Tournelles, l'Institut était partout donné en exemple, comme ici dans Régine's Magazine en 1993.

[...] Quant aux Renseignements généraux, qui nous avaient donné un solide coup de main, on leur a ordonné de rompre le contact. « Si **Robert Mégel** est aussi protégé, confie-t-on dans les milieux proches de l'enquête, c'est parce que sa chute pourrait éclabousser beaucoup de monde ».

Par la suite, un rapport ministériel rédigé conjointement avec l'Inspection des affaires sociales (IGAS) décrit un « projet [...] mis en œuvre de façon stéréotypée par une équipe instable, faite de jeunes recrutés sans formation jusque dans des bars marocains ». Les enquêteurs insistent également sur la « dérive financière et immobilière » et l'utilisation du système « à des fins personnelles » : « Le principal, mais non le seul bénéficiaire, était M. Mégel, qui s'est assuré un train de vie fastueux aux Tournelles pendant vingt ans. Ces bénéficiaires ont usé et abusé aussi bien de fonds publics provenant du budget de l'institut que des dons d'entreprises, d'un legs et de ses revenus [...] ». Les enfants ont bien davantage été utilisés pour servir le système financier immobilier et les intérêts personnels que l'inverse ».

Le rapport précise que Robert Mégel, fonctionnaire détaché de la Protection judiciaire de la jeunesse et directeur extérieur de l'Éducation surveillée au ministère de la Justice, « avait conservé de nombreuses relations au sein de ce ministère. Lui-même et les membres du conseil d'administration ont su promouvoir l'établissement des Tournelles auprès de cette administration où il semble avoir été considéré pendant plusieurs années comme un établissement modèle », jouissant ainsi d'une très large promotion médiatique. Dans les années 1980, les enfants ont en effet été mis à l'honneur par **José Artur** dans *Pop Club*, par **Michel Polac** dans *Droit de réponse*,

et l'un d'entre eux a eu le « privilège » d'interviewer l'ancien Gardes des Sceaux **Robert Badinter** dans *7/7*, l'émission d'**Anne Sinclair**. Cet exceptionnel réseau relationnel et ses protections expliquent que « le mondain des Tournelles » (*Le Point*, 18 novembre 2004) ait pu bénéficier pendant des années d'une totale impunité.

En novembre 2004, *France Soir* rapporte que Mégel aurait confié à l'un de ses éducateurs dans les années 1980 : « Les mêmes sont un alibi pour développer le château et que cela devienne un lieu au top pour accueillir la riche clientèle parisienne ». Malgré ces propos sans équivoque, la piste du « réseau » sera rapidement écartée par l'enquête.

Quand, à l'automne 1998, le ministère des Solidarités évoque « une association d'escrocs qui bénéficiait de protections », que l'affaire vire au scandale pédocriminelle, qu'un arrêté préfectoral ordonne la fermeture provisoire de l'établissement et que le parquet de Meaux ouvre une enquête préliminaire pour abus de biens sociaux, abus de crédit et abus de pouvoir, c'est **Jean-Marc Borello** qui représente l'Institut des Tournelles auprès des médias (voir, par exemple, *Le Monde*, 13 novembre 1998).

Avec **Jean Sallerin**, le président du comité de soutien, Jean-Marc Borello, « homosexuel assumé et revendiqué, proche de **Pierre Bergé** » (*Off Investigation*, 12 novembre 2022), mobilisera pour la défense de Robert Mégel et plaidera en sa faveur lors de ses procès successifs : « Face à l'impressionnant comité de soutien de M. Mégel, l'unique partie civile, un jeune homme de 25 ans était apparu bien seul » écrira *Le Monde* (11 décembre 2004).



PORTRAIT

Une mobilisation agressive qui n'empêchera pas une condamnation de **Robert Mégel** à onze ans de réclusion criminelle pour viols et agressions sexuelles sur deux mineurs de moins de quinze ans par la cour d'assises de Melun.

La peine sera alourdie (douze ans de prison) en appel à Paris le 12 mai 2006 où le « défilé chic pour défendre l'ex-éducateur des Tournelles » (*Libération*, 6 mai 2006) n'aura pas fait le poids face au témoignage accablant d'un homme de 49 ans raconté par *Libération* (6 mai 2006) : « Au début des années 1970, Pascal a été scolarisé dans un IMP (institut médico-pédagogique) de Dammartin-sur-Tigeaux (Seine-et-Marne) où Robert Mégel officiait alors comme éducateur. Pendant l'été 1973, au retour d'un voyage avec ce dernier en Espagne, Pascal est hospitalisé à Brive pour un chancre syphilitique à l'anus. Quelque temps plus tard, l'éducateur passe chez les parents de son élève où il reste dormir. La mère les retrouve dans le même lit, des traces de sperme sur les draps, un mot doux sous l'oreiller. Une procédure est lancée mais Robert Mégel est blanchi. "J'ai menti aux enquêteurs" explique Pascal. Il dédouane son éducateur, accusant "des Marocains" de l'avoir violé en Espagne comme lui aurait soufflé son mentor. Aujourd'hui, les faits sont prescrits mais il tient à témoigner : "Cela fait 37 ans que je rumine cela. Je m'en suis bien sorti mais je pense aux autres. On ne touche pas à des enfants. [...] Il s'est permis des actes sur moi quand j'avais 14 ans. Il n'a même pas la dignité de les reconnaître" ».

Pendant le procès de Melun, **Jean-Marc Borello** « s'est escrimé pendant trois quarts d'heure à démonter les arguments de l'accusation. À la manière d'un avocat – « Vous n'êtes pas là pour plaider ! » a d'ailleurs relevé le président –, cet ancien éducateur [...] évoquera notamment son « engagement militant » auprès de Robert Mégel et au bénéfice de cette expérience unique de rééducation par le luxe. Les réseaux d'influence – « Oui, j'ai convaincu des ministres d'aider les Tournelles » –, les relations – « J'y ai emmené **Danielle Mitterrand** » – les cadeaux – « Un repas pour 170 personnes chez *Ledoyen*, sur les Champs ». Le tout au service de la cause des Tournelles, « une maison qui a permis à des centaines de gamins d'aller mieux ». Les viols et les agressions sexuelles ? « Impossible de la part de Robert. J'ai la certitude absolue de son innocence. Avec cette affaire, on a déclenché sur les Tournelles une avalanche médiatique et développé un insupportable climat d'homophobie ». » (*Le Parisien*, 8 décembre 2004).

Outre Jean-Marc Borello, l'Institut des Tournelles comptait parmi ses administrateurs **Philippe Sauzay**, conseiller d'État honoraire, ancien préfet, ancien membre du cabinet de **Valéry Giscard d'Estaing** au ministère de l'Économie, **Jean-Jacques Gomez**, premier vice-président du Tribunal de grande instance de Paris, le psychiatre **Jean Tremsal**, la journaliste **Geneviève Moll**, **Étienne Madranges**, substitut du procureur général de la Cour d'appel de Paris, **Yves de Thévenard**, président de chambre à la Cour d'appel

de Paris, l'avocat **Michel Peisse**, **Jean-Louis Voirain**, ancien procureur adjoint de la République au Tribunal de grande instance de Bobigny, accusé par ailleurs d'attouchements par sa belle-fille et condamné dans un autre dossier en 2008 à 3 ans de

Pédophilie : l'étrange « affaire Robert Mégel »

Claude Monique

UN JUGE d'instruction en colère à qui sa hiérarchie reproche une certaine légèreté ; des enquêteurs du SRPJ de Versailles placés sur écoute ; les Renseignements généraux qui cessent toute collaboration et l'Inspection générale des services, les fameux « bouff-carottes », qui suspectent un peu tout le monde. C'est peu de dire que « l'affaire Mégel » est un dossier sensible. Une de ces histoires mêlant mœurs et argent détourné, impliquant les milieux politiques et judiciaires.

Au début, il y a les Tournelles, un château sis à Haute-feuille (Seine-et-Marne). En 1956, l'Éducation surveillée, qui dépend du ministère de la Justice, décide d'y implanter un centre consacré à l'enfance défavorisée ou inadaptée et à la réinsertion des jeunes délinquants. Un établissement dont Robert Mégel, alors âgé de 28 ans, prend la tête en 1976. Avec lui, terminé l'ambiance dortoir-prison synonyme de maison de redressement. Grâce à des partenariats avec de grandes sociétés privées, il meuble luxueusement les chambres de ses protégés et équipe magnifiquement les structures collectives du centre et leur offre des voyages à l'étranger. Régulièrement, les Tournelles accueillent des personnalités de la culture ou du show-business venues observer l'expérience et lui apporter leur soutien.

Vingt-deux ans plus tard, le 19 mars dernier, l'édifice commence à se craqueler. Ce jour-là, le ministère de la Justice reçoit une lettre anonyme signée « Michel ». L'auteur, qui ne sera jamais identifié, décrit ce qu'il a vécu aux Tournelles : « Il y a des dimanches où certains jeunes sont retenus, les plus aimables et les plus mignons, et j'en ai fait partie, pour recevoir des personnalités avec qui il faut être très gentil et se laisser faire. »

Dès réception de cette lettre, le procureur de la République de Meaux confie une instruction judiciaire au juge Nadine Perrin. Le SRPJ de Versailles est chargé de l'enquête. Plusieurs enfants victimes d'attouchements ou de viols de la part de Robert Mégel et, peut-être, de certains membres de son entourage, sont entendus. Quatre d'entre eux portent plainte.

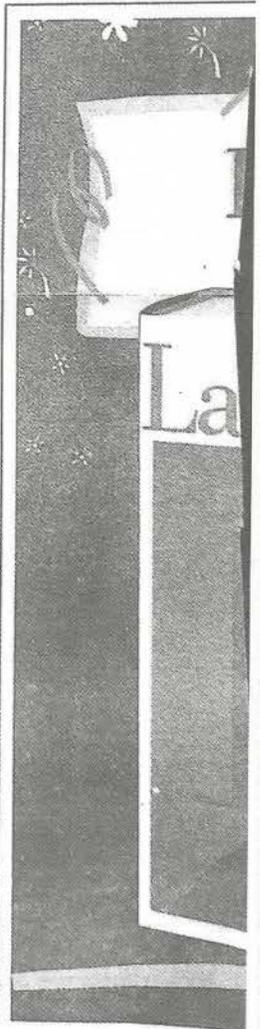
Le 20 août, Robert Mégel est suspendu, puis mis en examen le 12 septembre pour « agressions sexuelles et viols sur des mineurs de plus de 15 ans » (crime passible de la cour d'assises et de vingt ans de prison). Incarcéré, il est relâché cinq jours plus tard.

Entre-temps, son avocat, M^r Henri Leclerc, a introduit un référé-liberté. Concernant un inculpé pour des faits aussi graves, la mesure est d'autant plus surprenante qu'il est rarissime qu'elle vienne casser la décision d'un juge d'instruction. Même si elle semblait motivée par l'état de santé de l'intéressé (Robert Mégel, atteint du sida, suit une trithérapie à l'hôpital Pasteur), cette initiative pourrait aussi s'expliquer par l'étroit réseau relationnel que Mégel, en vingt ans, a tissé dans les milieux politiques et judiciaires : « Son carnet d'adresses, commente un enquêteur, est aussi fourni et impressionnant qu'un mélange de *Who's Who* et du *Bottin mondain*. » Au conseil d'administration de l'Association des Tournelles figurent, entre autres, un conseiller d'État, un sous-préfet, trois magistrats, des hommes d'affaires, plusieurs hauts fonctionnaires.

La décision de mise en liberté provoque la stupeur du juge d'instruction et des enquêteurs. Un comble : Nadine Perrin se voit reprocher par sa hiérarchie une certaine « légèreté » dans la manière dont elle a géré son instruction. Surprise : les enquêteurs du SRPJ voient débarquer leurs collègues de... l'Inspection générale des services, les fameux « bouff-carottes ». « C'était hallucinant, témoigne un inspecteur de Versailles. Les collègues qui travaillaient sur le dossier ont eu les pires ennuis, on les a cuisinés. Certains ont été placés sur écoute parce qu'on voulait vérifier s'ils ne tuyaient pas la presse. Quant aux Renseignements généraux, qui nous avaient donné un solide coup de main, on leur a ordonné le rompre le contact. »

Si Robert Mégel est aussi protégé, confie-t-on dans les milieux proches de l'enquête, c'est que sa chute pourrait élabousser beaucoup de monde. On se demande comment il a pu continuer sa carrière dans l'éducation surveil-

lée alors que, dès 1973, son nom apparaissait dans le cadre d'une affaire d'attentat à la pudeur mettant en cause un mineur de 16 ans, Pascal G. On s'interroge sur les prêts que lui a consentis le Crédit lyonnais (plus de 3 millions de francs) alors qu'il ne disposait que d'un salaire de fonctionnaire. Il est étrange que Robert Mégel, dépourvu de toute fortune personnelle, puisse être propriétaire ou copropriétaire d'une dizaine d'appartements à Paris. L'argent est, sans doute, la clé qui permettra de comprendre l'étrange dossier Mégel.



Pressions sur les enquêteurs, la justice et les journalistes : les « protections » de Robert Mégel ici évoquées dans *Le Quotidien de Paris* du 7 décembre 1997.



PORTRAIT

Pédophilie

Le directeur des Tournelles défendu par ses amis

MELUN (SEINE-ET-MARNE)

UN HAUT fonctionnaire de Bercy, des journalistes, une scientifique de l'Institut Pasteur, des gérants de boîtes de nuit : les soutiens de l'ancien directeur du centre pour adolescents des Tournelles, accusé d'actes de pédophilie, n'ont pas ménagé leur peine hier devant la cour d'assises de Seine-et-Marne. Sept personnes ont dénoncé des abus sexuels de la part de Robert Mégel. Deux cas ont été retenus par l'accusation. C'est Geneviève Moll, rédactrice en chef à France 2, qui a signé l'offensive la plus spectaculaire. « T'es qui, toi ? a-t-elle lancé à la face de Jérôme, qui accuse Robert Mégel de viols. Tu devrais avoir honte, petit merdeux... »

« Vous n'êtes pas là pour plaider ! »

Auparavant, cette journaliste membre du conseil d'administration des Tournelles avait dénoncé « l'acharnement médiatique visant Robert Mégel » et défendu la thèse du complot. « Avez-vous cherché à rencontrer Jérôme pour vous faire votre propre opinion ? a interrogé l'avocat général, Loïc Pageot. — Non, j'ai recoupé les informations autrement. — Et les enregistrements où l'on entend que, grâce à vous, une grande partie de la presse a été muselée ? — Les écoutes téléphoniques ne m'intéressent pas ! »

Beaucoup plus calme, droit comme un I dans son grand manteau carmel, Jean-Marc Borello, président de l'association SOS drogue internationale, s'est esquivé pendant trois quarts d'heure à démontrer les arguments de l'accusation. A la manière d'un avocat — « Vous n'êtes pas là pour plaider ! » a d'ailleurs relevé le président —, cet ancien éducateur devenu conseiller ministériel puis gérant de boîtes de nuit (le Palace, Regine's) a évoqué son « engagement militant » auprès de Robert Mégel et au bénéfice de cette expérience unique de rééducation par le luxe. Les réseaux d'influence — « Oui, j'ai convaincu des ministres d'aider les Tournelles » —, les relations — « J'y ai emmené Danièle Mitterrand » —, les cadeaux — « Un repas pour 170 personnes chez Ledoyen, sur les Champs ». Le tout au service de la cause des Tournelles, « une maison qui a permis à des centaines de gamins d'aller mieux ».

Les viols et les agressions sexuelles ? « Impossible de la part de Robert. J'ai la certitude absolue de son innocence. Avec cette affaire, on a déclenché sur les Tournelles une avalanche médiatique et développé un insupportable climat d'homophobie. » Une dizaine d'autres témoins cités par la défense ont défilé à la barre hier, tous aussi convaincus de l'innocence de l'accusé. Suite des débats aujourd'hui. Verdict demain.

« Un insupportable climat d'homophobie » : la plaidoirie de Jean-Marc Borello en faveur de Robert Mégel, ici relatée dans *Le Parisien* du 3 décembre 2004.

Au cours du procès de Melun, *Le Parisien* (10 décembre 2004) insiste sur les tentatives d'« étouffer l'affaire », les pressions exercées sur les enquêteurs mais aussi les documents qui disparaissent, comme le dossier personnel de Robert Mégel au ministère de la Justice ou les agendas du directeur des Tournelles. Lors du procès en appel, *Le Monde* (17 mai 2006) relate la « machine à broyer » qui s'est mise en branle contre le plaignant : « Son dossier d'ancien pensionnaire s'était chargé a posteriori d'un tas de méfaits qui devait nourrir le portrait d'un petit affabulateur délinquant, tandis que les "cahiers de nuit" qui rendaient scrupuleusement compte des allées et venues des enfants le soir [...] disparaissaient des archives ». Au cours de ce procès, le frère de l'accusateur, visiteur assidu des Tournelles, décrira devant la cour un « trio gagnant » : Robert Mégel, Jean Tremsal et Jean-Marc Borello. Il évoque également une conversation dans un bar, où le psychiatre Tremsal lui aurait vanté les mérites de « son joli lit rond qui tourne tout seul », tandis que Borello aurait multiplié les allusions égrillardes. « J'avais l'impression d'être un bout de viande », dit-il pour résumer l'ambiance » (*Libération*, 11 mai 2006).

Brossant le portrait de Robert Mégel, *Le Monde* (25 octobre 2004) présente le parcours de celui qui était devenu, en 1974, adjoint au chef de cabinet d'Hélène Dorlhac de Borne au secrétariat d'État chargé de la Condition pénitentiaire (par l'intermédiaire de Philippe Sauzay), comme « l'histoire [...] d'une homosexualité d'autant plus solidaire qu'elle se vit clandestinement et qui explique partiellement la promotion rapide de "l'instituteur suppléant", qu'il était à 20 ans, au "contrôleur des centres en charge des mineurs pour la direction de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ)", qu'il est devenu à 25 ans. "J'ai eu de la chance admet Robert Mégel." » « C'est tout ce passé que les accusations [...] risquaient de réveiller, et avec lui, la révélation de cette solidarité silencieuse qui, en le liant à d'autres, menaçait ceux-là autant qu'elle protégeait Robert Mégel » (*Le Monde*, 17 mai 2006).

Et ainsi naquit le Groupe SOS

prison dont 20 mois ferme pour « trafic d'influence, corruption, blanchiment aggravé et recel de fonds provenant d'abus de biens sociaux » dans l'affaire du Sentier II entre la France et Israël, ou encore la militante féministe Colette Kreder, ancienne directrice de l'École polytechnique féminine.

Rares sont ceux qui ont refusé d'apporter, sous une forme ou sous une autre, leur contribution ou leur caution à l'« action pédagogique » des Tournelles qui aura ainsi vu défiler pêle-mêle Danielle Mitterrand, Raïssa Gorbatchev, le prince Rainier Grimaldi de Monaco, Eva Joly, Françoise Giroud, Erik Orsenna, Joseph Joffo, Gilbert Trigano, Annie Cordy, Jacques Chaban-Delmas, Alain Carignon ou encore Jacques Toubon, alors ministre de la Justice. Ajoutons Régine, Jérôme Savary, mais aussi Albert Rouet, l'archevêque de Poitiers qui promettait l'« enfer » aux opposants au traité de Maastricht, ou encore l'ancienne maire PS de Dreux Françoise Gaspard (lesbienne et « épouse » de Claude Servan-Schreiber) qui viendra, à la barre, plaider la cause d'un Robert Mégel, défendu par M^e Henri Leclerc, ancien président de la Ligue des droits de l'homme et grand pourfendeur des « rafles anti-pédophiles ».

Empêtré dans les affaires des Tournelles et du *Palace*, Jean-Marc Borello opère donc une refonte de ses affaires et transforme, en 1997, *SOS Drogue Internationale* en *Groupe SOS*. Et lorsqu'en 1998, l'*Association des Tournelles* est évincée de la gestion du « centre pilote », elle se rapproche de l'ex-*SOS Drogue Internationale*, l'autre structure pilotée par Jean-Marc Borello, dont était d'ailleurs membre un certain... Robert Mégel.



PORTRAIT

Pour l'actuel Groupe SOS, il s'agit donc d'une naissance sur fond de scandales que **Jean-Marc Borello** aimerait bien aujourd'hui faire oublier : « Sur son CV, désormais, cette époque est résumée d'un "président d'un groupe de PME menant des activités de communication, de restauration, d'hôtellerie" ; dans le *Who's Who*, il n'en subsiste que de sibyllines mentions "OCR" et "Carré des Champs-Élysées", comme si tout cela n'avait jamais existé » (*L'Express*, 18 décembre 2019). Sur sa page *Facebook* (12 mai 2019), le graphiste **François Chomicki**, remarqué pour avoir créé le personnage de « Jésus Gilet jaune » lors du soulèvement populaire de 2018-2019, rappelle Jean-Marc Borello à son bon souvenir : « J'espère que Jean-Marc Borello n'a pas oublié que c'est elle qui l'a fait. Ils ont tous besoin d'une "maman" pour la "réussite", comme M. Macron. [...] J'ai travaillé avec **Régine. SOS Drogue**. Aujourd'hui, Jean-Marc Borello a appelé sa boîte uniquement SOS. Sachez qu'à l'origine, le nom est de Régine. [...] SOS, c'est faire de l'argent en aidant les gens (subventions de l'État) ».

Le Point (17 octobre 1998) a raconté comment l'Association des Tournelles s'était alors fondue dans le Groupe SOS : « L'Association des Tournelles a-t-elle encore des raisons d'exister ? Elle gère un institut dans le Lot, dont le directeur adjoint des Tournelles écrivait en 1995, dans une note : "Les bureaux sont dans un état de crasse absolument insupportable". C'est toutefois la seule carte de visite qui reste à l'Association des Tournelles. Celle-ci n'est pas disposée à se dissoudre. Son patrimoine, estimé à 80 millions de francs, incite à la continuation. Les dirigeants auraient l'intention de mettre en commun ce patrimoine fabuleux

avec les associations SOS. Manière de protéger les actifs et d'éviter que les pouvoirs publics ne mettent la main dessus ? L'Association des Tournelles dément. Il n'empêche que le transfert récent du siège d'Hautefeuille à Paris peut laisser penser que l'association veut à tout prix échapper à la détermination du préfet de Seine-et-Marne. On s'arrange entre amis. L'immeuble de la rue Delta, où l'Association des Tournelles a désormais son siège, est celui de SOS. »

Le manoir d'Hautefeuille, siège de l'ancien Institut des Tournelles est, aujourd'hui encore, un lieu de villégiature pour Jean-Marc Borello, comme l'a révélé *Le Monde* (6 décembre 2018) : « Le patron se déplace en voiture avec chauffeur. Il passe des week-ends dans une propriété du groupe, Les Tournelles, à Hautefeuille (Seine-et-Marne), un château avec piscine, jacuzzi, salle de projection, et même des kangourous dans le parc. Des signes qui passent mal dans le milieu de l'action sociale et qui contrastent avec le sort des salariés de base. »

Ne se cachant pas, il posait ainsi en 2016, sur le perron lors d'une visite de **Martine Pinville**, alors secrétaire d'État chargée du Commerce, de l'Artisanat et de l'Économie sociale et solidaire. Et la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) a continué à travailler avec le Groupe SOS au sein duquel le directeur du « pôle jeunesse », **Maxime Zennou**, est un fonctionnaire détaché par la PJJ.

Un passif et un passé qui interrogent d'autant que, depuis, le Groupe SOS est devenu « un mastodonte dont tout le monde a peur, vu sa proximité avec le pouvoir politique et ses liens

La méthode Mégel par ses élèves

D'ex-pensionnaires ont défilé au procès du patron du centre éducatif, accusé de viols sur mineurs.

Prendre d'anciens élèves comme amants, vivre avec eux dans le centre pour jeunes difficiles qu'il dirige, au besoin les embaucher comme éducateurs... Autant de choses qui semblent naturelles à Robert Mégel, ancien directeur du centre des Tournelles, accusé de viols et d'attouchements sur mineurs. A la troisième semaine de son procès devant la cour d'assises d'appel de Paris, le partisan de la rééducation par le « beau et le merveilleux » apparaît, à tout le moins, comme un homme à la boussole déontologique défaillante.

Au vu et au su de tous. Christophe, bel homme de 34 ans, fut élève aux Tournelles, en Seine-et-Marne, avant d'y revenir en tant qu'amant attiré du patron à 18 ans et quelques semaines. « Il attendait votre majorité ? » s'enquiert le président Coujard. « On peut le dire comme ça. » La liaison a duré deux ans, au vu et au su de tous, dans ce centre où le jeune homme connaissait tout le monde. « Que vous ayez été un ancien pensionnaire, cela ne choquait pas le personnel ? » s'étonne le président. « Je n'ai jamais eu de remarques ou de question à ce sujet. » Puis, Christophe est parti « s'aérer l'esprit » à Tahiti, pour en revenir convaincu qu'il n'est « pas vraiment attiré par les hommes ». A la barre, il explique avoir été séduit par « le charisme » de Robert Mégel, à un moment où « il y avait de la place pour un autre père » dans sa vie.

Eric, son jeune frère, n'a jamais été pensionnaire aux

Tournelles, mais un visiteur assidu. Quand Jérôme, l'accusateur principal de Robert Mégel, porte plainte en 1997, Eric raconte que le directeur lui a aussi fait des avances appuyées, à l'été 1991. Il avait alors 17 ans. Devant la cour, il parle d'un « trio gagnant » : Robert Mégel, Jean Tremsal et Jean-Marc Borello (deux anciens administrateurs des Tournelles). Il évoque également une conversation dans un bar, où le psychiatre Tremsal lui aurait vanté les mérites de « son joli lit rond qui tourne tout seul », tandis que Borello aurait multiplié les allusions égrillardes. « J'avais l'impression d'être un bout de viande », dit-il, pour résumer l'ambiance. Lui aussi considérerait Robert Mégel comme un deuxième père, mais décide de couper les ponts.

Pascal, caviste de 49 ans, lui succède à la barre des témoins. Au début des années 70, il a été scolarisé dans un IMP (institut médico-pédagogique) de Dammariville-sur-Tigeaux (Seine-et-Marne), où Robert Mégel officiait alors comme éducateur. Pendant l'été 1973, au retour d'un voyage avec ce dernier en Espagne, Pascal est hospitalisé à Brives, pour un chancre syphilitique à l'anus. Quelque temps plus tard, l'éducateur passe chez les parents de son élève où il reste dormir. La mère le retrouve dans le même lit, des traces de sperme sur les draps, un mot doux sous l'oreiller. Une procédure est lancée, mais Robert Mégel est blanchi. « J'ai menti aux enquêteurs », explique Pascal. Il dédouane son éducateur, accusant

« des Marocains » de l'avoir violé en Espagne comme le lui aurait soufflé son mentor. Aujourd'hui, les faits sont prescrits, mais il tient à témoigner : « Cela fait 37 ans que je rumine cela. Je m'en suis bien sorti mais je pense aux autres. On ne touche pas à des enfants. »

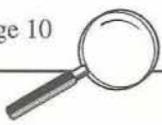
« Envoyé ». Pourtant, à son retour du service militaire, il retourne sonner à la porte de Mégel... Qui l'embauche comme éducateur aux Tournelles. « Je n'avais pas de travail et je n'étais pas en mauvais termes avec lui. Mais au bout de deux ans, je ne pouvais plus le supporter. J'ai préféré partir. » A M^e Jean-Marc Florand, l'un des défenseurs de Mégel, il assure qu'il était encore « envoyé » au moment de son embauche. Mais qu'il n'y a pas eu de relations sexuelles entre eux, à cette époque-là. « Seulement des attouchements. Il a essayé de me caresser. Mais ça s'est arrêté là. » M^e Florand insiste : « C'est sûr ? Sous la foi du serment ? »

Robert Mégel prend la parole : « Mais Pascal, on a vécu deux ans ensemble, comme compagnons. On allait en boîte tous les deux [...]. Je peux donner des détails. Ça se passait plutôt bien [...]. Tu es homo, Pascal ! » Et d'expliquer qu'au premier procès d'assises, en 2004, il n'a pas voulu forcer Pascal à faire son coming out : « Les gens qui ne veulent pas le dire, c'est très compliqué. » Pascal s'empoigne : « Il s'est permis des actes sur moi quand j'avais 14 ans. Il n'a même pas la dignité de les reconnaître [...]. Si je n'avais pas été violé à 14 ans, je ne me serais pas retrouvé dans son lit plus tard. »

Le verdict est attendu demain. ➔

JACQUELINE COIGNARD

Lors du second procès Mégel, un témoin décrit « un trio gagnant » à la tête des Tournelles composé de Robert Mégel, de Jean Tremsal et de... Jean-Marc Borello. Une plongée dans l'horreur ici racontée par Libération du 11 mai 2006.



PORTRAIT



Rare photo de Jean-Marc Borello (au centre) du temps de Régine (à droite), publiée sur Facebook (12 mai 2019) par le graphiste François Chomicki (à gauche). Remarqué pendant le mouvement des Gilets jaunes comme créateur du personnage Jésus Gilet jaune, ce dernier assure que « c'est là qu'il a compris qui nous gouverne » : « Jésus accepte tous les êtres, je leur pardonne d'aimer l'argent. Je suis parti de ce monde, car pour le critiquer, il faut le connaître. [...] C'est un monde où [...] une inversion est faite, où une matrice très spéciale gouverne, où tout est "beauté" extérieure... Je préfère la beauté intérieure. Vive les Gilets jaunes. »

avec la PJJ » comme le rapporte *Mediapart* (1^{er} juin 2022) dans une enquête édifiante consacrée à la gestion, par SOS, du centre éducatif fermé (CEF) pour mineurs délinquants de Pionsat (Puy-de-Dôme) : « La direction est flottante, l'encadrement très peu qualifié, l'équipe trop jeune, pas diplômée » regrette un haut gradé de la gendarmerie sous couvert d'anonymat. « Ça ouvre la voie à des compromissions voire à des comportements inappropriés » [...] « Parfois la consommation de cannabis est réprimée, parfois non, alors que les chambres sont de véritables aquariums », explique un professionnel en arrêt maladie. [...] Le ministère de la Justice verse un budget de 627 euros par jour et par enfant pour ce centre, précise le Groupe SOS. Mais ni SOS, ni la PJJ n'ont voulu nous préciser le montant global du budget de fonctionnement. [...] Certains salariés se questionnent : des « marges arrière » peuvent-elles exister ? »

« Organisation tentaculaire très opaque dont la croissance externe étonne » (*Libération*, 21 décembre 2018), le Groupe SOS intrigue, tant son fonctionnement occulte s'apparente à celui d'une société secrète : « De fait, l'association est verrouillée. Pas de bénévoles, pas d'adhérents hormis une centaine de membres triés sur le volet : magistrats, hauts fonctionnaires, professeurs de médecine qui doivent être parrainés par les trente membres du conseil d'administration... qu'ils ont élus. Le circuit est ainsi verrouillé, ce qu'admet le patron » (*Le Monde*, 6 décembre 2018).

Sur son fonctionnement en pratique, signalons l'intéressante étude publiée dans *Le Monde diplomatique* en janvier dernier. On y lit qu'« association de droit local alsacien-mosellan [NDA : donc sans définition juridique précise], le Groupe SOS vante son système de filialisation, baptisé "stratégie du banc de poissons" : un ensemble d'associations "qui grandit et évolue vers un cap clair". Avec M. Borello à sa tête, un directoire de dix personnes pilote les huit associations mères

qui disposent chacune de leur conseil d'administration, majoritairement composé de hauts fonctionnaires, de directeurs de fonds de gestion et de grands groupes privés ou de médecins. Lorsqu'une structure rejoint SOS, elle perd dans le même temps ses administrateurs et ses bénévoles pour adopter les statuts du groupe. Progressivement, le recrutement de nouveaux directeurs dans chaque structure permet de verrouiller leur contrôle. [...] Pour faire fonctionner l'ensemble tout en faisant des économies d'échelle, le directoire s'appuie sur un groupement d'intérêt économique (GIE) rassemblant les services comptable, administratif et financier. Chaque association paie des frais de siège ».

Racontant comment SOS fixe des objectifs sur le nombre de structures ramenées à lui avec primes à la clef, ou comment une personne a été recrutée uniquement pour opérer une veille

auprès des tribunaux administratifs, *Le Monde diplomatique* poursuit : « À côté des reprises, le groupe grossit en répondant à des appels d'offres sur de nouveaux marchés : ouverture de crèches, prise en charge des femmes victimes de violences conjugales, relogement des migrants de la "jungle" de Calais ou des réfugiés ukrainiens. [...] "La prise en charge des personnes condamnées pour faits de terrorisme : aujourd'hui, c'est SOS, point" ».

De son côté, *L'Express* (18 décembre 2019) s'est interrogé sur le lien entre la gouvernance de SOS et l'intérêt de longue date de Jean-Marc Borello pour l'immobilier : « Partout dans le groupe, Jean-Marc Borello imprime sa marque. Il en est le porte-parole et l'image. Et l'ambition. [...] Il y a de quoi s'interroger tant la structure du groupe est complexe et les éléments disponibles éparpillés. Difficile de se repérer dans cette galaxie qui comprend à la fois des structures de droit privé et de droit associatif. [...] Ou de comprendre les liens entre ces entités et la filière immobilière Alterna [NDA : ex-Alliance Immobilière, fondée en 1995] ou le GIE Alliance Gestion, chargé de toutes les fonctions supports du groupe. [...] Seules des inspections pourraient attester du bon usage des deniers publics, et il y en a eu assez peu pour un groupe de cette taille. La Cour des Comptes et l'IGAS avaient déjà pointé la nécessité de clarifier les relations entre les différentes unités. Mais c'était en 1998 et 1999, et le groupe était loin de ce qu'il est aujourd'hui ».

Au sujet de cette filière immobilière, *Le Monde* parle d'« un trésor dont les dirigeants de SOS ont parfois su profiter. C'est ainsi qu'un bel immeuble en pierre de taille, au cœur de Paris, destiné initialement à du logement très social, s'est ainsi retrouvé pour moitié la propriété d'Éric Teboul, alors gérant d'Alterna. En juin 2004 et juin 2006, en pleine flambée des prix, il y a acquis cinq appartements pour 2 500 et 3 000 euros le mètre carré, bien en dessous des prix du marché.



PORTRAIT

Guy Sebbah, directeur de SOS Solidarités a lui acheté, en 2004, un appartement de 74 mètres carrés au prix de 157 000 euros qu'il a revendu 710 000 euros en 2015. Frédéric Bailly, l'actuel gérant d'Alternat, a pu bénéficier en 2004, dans le même immeuble, d'un appartement de 47 mètres carrés achetés 2 143 euros le mètre carré. À l'époque, le prix moyen dans l'arrondissement s'établissait à 4 910 euros. Une opération similaire a porté sur un appartement d'un immeuble du XVIII^e arrondissement, vendu au directeur de la communication de SOS, Nicolas Froissard. »

« Tous les acteurs associatifs s'accordent sur l'habilité de cette politique foncière. "Il a compris ce que beaucoup d'associations n'ont pas compris: il a fait des ressources à long terme et notamment du patrimoine une stratégie à part entière. Et quand vous avez du patrimoine, vous pouvez emprunter auprès des banques pour vous développer", témoigne discrètement la responsable des missions sociales d'une grande fondation. Car, en complément de son assise financière, le groupe maîtrise le langage et les codes des affaires. Il se trouve alors en capacité de réaliser des opérations juteuses comme les contrats de cession-bail: un montage de refinancement qui consiste à vendre un bien à une société de crédit-bail qui le remet à sa disposition par un contrat de location; l'entreprise se reconstitue ainsi une trésorerie et peut, à terme, récupérer le bien. [...] Cette solidité apparente comporte pourtant une face cachée: la dépendance du groupe aux deniers publics. Dès 1998, un rapport de la Cour des Comptes relatif à la lutte contre la toxicomanie estimait que, l'association n'ayant que très peu de ressources propres, « seule la poursuite du financement de ses activités par l'État était en mesure d'assurer la pérennité du dispositif et financier mis en place ». Depuis, les fonds propres ont augmenté mais la stratégie reste inchangée » (Le Monde Diplomatique).

Car entre-temps, SOS a connu une croissance soutenue qui est devenue exponentielle au cours des dix dernières années avec le développement de l'« économie sociale et solidaire » (ESS) que Borello a sans relâche poussée auprès des pouvoirs publics. En 2010, il a ainsi lancé le Mouvement des entrepreneurs sociaux (Mouves, devenu Impact France) parallèlement à la création par le gouvernement Fillon d'un fonds de 100 millions d'euros spécifiquement dédiés à l'« entrepreneuriat social » dans le cadre du grand emprunt. Jean-Marc Borello prend ainsi une position prépondérante sur ce secteur en élaborant, via le Mouves, le cahier des charges et le label de l'« entrepreneuriat social ».

Les « Borello boys » et les « kikis »

Lorsque est créé le Mouves en 2010, SOS est passé de 300 salariés en 2001 à 2 200 salariés et 155 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2010 (dix associations et onze entreprises). En 2016, SOS regroupe 15 000 salariés et 900 millions d'euros de chiffre d'affaires. En 2019, SOS communique sur 17 000 salariés et un milliard d'euros de chiffre d'affaires et une implantation dans pas moins de quarante pays. Alors qu'en 2022, SOS regroupe 22 000 salariés, 650 structures et un chiffre d'affaires de 1,26 milliard, la dernière feuille de route interne ambitionne de multiplier par deux le CA d'ici à 2025. « Aux centres de soin pour les drogués ou les personnes handicapées, aux maisons pour les enfants de la DDASS, se sont ajoutés au fil des ans des hôpitaux, des crèches, des maisons de retraite, des chantiers d'insertion, des boutiques de produits équitables, deux journaux, une radio, une agence

12 FRANCE

«Je ne voulais pas de ce baiser mais Borello a le bras long»

FINIÈRE

Pilier de la macronie, figure du milieu de l'économie sociale et solidaire ne cachant pas son homosexualité, le président du groupe SOS est accusé de harcèlement et d'agressions sexuelles dans son entreprise. Il se défend en invoquant la « culture du groupe ». «Libération» a recueilli le témoignage d'anciens employés décrivant les comportements déplacés de leur patron, au vu et au su de tous.

LAURE BOUTIN
et GUYVAN KRYSTIANIADIS

L'été indien de la nuit, l'atmosphère est douce, les lumières tamisées. Jean-Marc Borello, président du groupe SOS, est assis à sa table, entouré de collègues. Il est en train de raconter une anecdote, son ton est léger, presque amusé. Mais ses yeux, lorsqu'il se tourne vers une jeune femme assise à côté de lui, sont froids et scrutateurs. Elle, elle ne sourit pas. Elle a l'air de vouloir fuir, mais elle ne peut pas. Elle est là, dans ce restaurant, parce que c'est son lieu de travail. Et elle sait que si elle ne se comporte pas comme il le faut, elle risque de se retrouver dans une situation délicate. Elle a l'impression d'être une pièce dans un jeu dont elle ne connaît pas les règles.

13

Itinéraire d'un patron, du milieu de la nuit à la macronie

Avant de construire son empire, Jean-Marc Borello s'est engagé pour le sida. C'est qui a inspiré Borello avec le pathologie est devenu un personnage fascinant.

C'est à Paris, dans le quartier de la Madeleine, que Jean-Marc Borello a commencé à travailler. Il était jeune, plein d'énergie, et avait une vision claire de ce qu'il voulait faire. Il a travaillé pour une association, puis pour une entreprise, et a toujours été à l'avant-garde. Il a été élu président de SOS, et c'est là qu'il a commencé à mettre en œuvre ses idées. Il a voulu créer une entreprise qui soit à la fois sociale et commerciale, qui soit ouverte à tous, et qui soit capable de changer le monde. Il a voulu créer une culture du groupe, une culture de la confiance, de la solidarité, et de la performance. Il a voulu créer une entreprise qui soit capable de résister à toutes les épreuves, et qui soit capable de prospérer dans un monde en constante évolution.

Le 21 décembre 2018, Libération titre «Jean-Marc Borello. Enquête sur un #MeToo gay». Accusé de « harcèlement et d'agressions sexuelles dans son entreprise », il ne sera jamais inquiété et invoquera la « culture du groupe »...



PORTRAIT



de *média training*, un restaurant à Saint-Denis ou encore le *Pavillon Élysée*, un lieu de réception ultrachic qui vient de rouvrir après un an de travaux, en bas des Champs-Élysées » (*Le Monde*, 6 décembre 2018). « Aux sources de cette expansion, on ne trouve aucun actionnaire, mais beaucoup d'argent public, résume *Le Monde diplomatique*. L'État, les collectivités locales et la Caisse primaire d'assurance-maladie représentent plus de 75 % de ses financements. »

« Concrètement, le Groupe SOS est un ensemble d'associations à but non lucratif qui ont comme principal client l'État et les pouvoirs publics. Chaque institution est payée par l'État pour remplir une mission: logement, soins, insertion. "C'est ça le social business", s'exclame **Jean-Marc Borello**. [...] Une association est une entreprise privée. C'est plus efficace d'agir par là que d'essayer d'influencer un ministère public. [...] Le monde associatif s'est professionnalisé, c'est une première étape. Maintenant, ce qu'il faut, c'est associer la finance internationale à nos objectifs » (*Money Week*, 18 novembre 2010). Dans le secteur des hôpitaux et des maisons de retraite, il a mis la main sur Hospitalor et Alpha Santé. Pour l'un des délégués syndicaux de la branche santé, « derrière la vitrine ESS, les méthodes de Borello sont celles des groupes lucratifs du secteur médico-social. Pire, c'est une pieuvre qui a des bras politiques et financiers partout » (cité par *Libération*, 7 novembre 2013). Des bras politiques et financiers qui lui permettent d'accroître son expansion dans ce secteur où le Groupe SOS entend bien profiter des retombées du scandale Orpea (*challenges.fr*, 3 février 2022).

Directeur du *Journal du SIDA* et propriétaire du trimestriel « urbain, social et métissé » *Respect Mag* depuis 2009, « ce gaillard de 1,92 m au tutoiement facile » (*Enjeux-Les Échos*, octobre 2008) est resté ancré dans la gauche libérale-libertaire des années 1980. Militant de la dépénalisation du cannabis (*Les Échos*, 4 février 2022), il figure parmi les signataires de l'*Appel pour une République multiculturelle et post- raciale* publié dans *Le Monde* (22 janvier 2010) et n'hésite pas à qualifier **Éric Zemmour** de « virus nouveau » porteur d'une « peste brune » qui représenterait « 15 % du corps électoral » et qui « se traduit par des désordres mentaux, un peu de machisme, un peu d'homophobie » (meeting de La République en Marche, 3 octobre 2021).

Il n'en fallait pas plus pour que SOS attire à lui les crânes d'œufs formatés à la pensée unique dans les grandes écoles: « Pour de nombreux jeunes diplômés d'école de commerce désireux de concilier leur carrière avec un terrain supposé être porteur de sens, SOS offre une voie royale de

promotions rapides et de responsabilités, explique *Le Monde diplomatique*. D'autres recrues sont directement issues de la formation diplômante *Business management entrepreneur social* cofondée par le groupe à l'Université Paris-Dauphine. Mais, au contact de ce « faux cool » qui tutoie tous ses interlocuteurs, la désillusion est parfois rude.

Au sein du Groupe SOS, on décrit en effet un patron « paternaliste », « grande gueule », « cassant » et un fonctionnement relevant du « phénomène de cour » comme l'a raconté *Libération* (21 décembre 2018) dans une enquête édifiante consacrée au comportement de Jean-Marc Borello au quotidien: « Il y a des traditions à SOS. Faire la fête en est une. En septembre 2014, le Groupe SOS célèbre ses trente ans d'existence. Salariés, directeurs, amis, partenaires: tout le monde se retrouve au *Café monde* qui ne s'appelle pas encore *Fluctuat nec mergitur* [NDA: « le café de l'insertion », devenu propriété de SOS à la suite d'un appel d'offres de la Mairie de Paris], sur la place de la République, à Paris. La règle non écrite veut que Jean-Marc Borello ouvre le bal, sur des rythmes antillais ou, plus souvent, *Gigi l'amoroso*, la chanson culte de **Dalida**, première icône gay de France. En fin de soirée, [...], le big boss a aussi pris l'habitude d'embrasser son cavalier, sélectionné parmi les stagiaires ou collaborateurs. Sur la bouche, au vu et au su de tout le monde et, dans les cas que *Libération* a documentés, sans le consentement des intéressés. La scène est devenue un classique des soirées SOS. [...] Ces baisers volés sont de notoriété publique dans le groupe. De retour au bureau, « on en parlait entre nous. On disait: "Il y en a encore un qui s'est fait choper à la soirée" » [...] Au sein de son cabinet, le président du directoire de SOS s'entoure de nombreux hommes. Les "*Borello boys*", trentenaires,

bardés de diplômes et ambitieux, occupent rapidement des postes de direction, signe de la confiance du boss. Nettement plus jeunes, les stagiaires personnels du patron ont aussi hérité d'un sobriquet, ce sont les « kikis ». [...] À l'*Altermundi café* puis au *Centenaire*, la tradition a aussi longtemps voulu que directeurs et salariés se retrouvent le jeudi soir pour un apéro. Il y a une dizaine d'années, ces soirées étaient devenues le théâtre d'une forme de bizutage où des jeunes recrues – tous des hommes – se retrouvaient avec des tee-shirts soulevés voire déchirés "pour que Jean-Marc puisse tâter et peloter", raconte un ex-collaborateur ». Accusé de « harcèlement et d'agressions sexuelles dans son entreprise », il invoquera la « culture du groupe », arguera qu'« aucune plainte n'a été déposée » tout en concédant une attitude de « dinosaure post-soixante-huitard ».

(Suite au prochain numéro)>>

